

Les relations sino-afghanes : une approche intéressée qui sous-tend des enjeux sécuritaires et stratégiques dans la région

Noé Martinez, Lucas Cosset,
chercheurs juniors

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

Les relations sino-afghanes : une approche intéressée qui sous-tend des enjeux sécuritaires et stratégiques dans la région

Noé Martinez, Lucas Cosset, chercheurs juniors

05 décembre 2023

Les relations sino-afghanes ont été marquées par une coopération dans divers domaines à l'image du commerce, de l'investissement ou encore de la sécurité. En effet, la position géostratégique importante de l'Afghanistan a suscité l'intérêt de la Chine dans sa stratégie régionale. De ce fait, il est une question centrale qui alimente la politique chinoise par rapport à l'Afghanistan : la question sécuritaire.

Lors de la prise de pouvoir des talibans en août 2021, au grand dam de plusieurs puissances occidentales, la Chine maintient son ambassade ouverte à Kaboul où son ambassadeur reste toujours présent, mais rapatrie 210 de ses ressortissants. Cependant, la Chine ne reconnaît pas officiellement le régime des talibans, attendant de voir la composition d'un futur gouvernement qu'elle espère "ouvert, inclusif et largement représentatif".

Depuis le retour des talibans au pouvoir, la Chine a émis des réserves concernant la présence de groupes terroristes dans la région, notamment en raison de leur capacité à déstabiliser tant le pays lui-même que les régions voisines, y compris la province chinoise du Xinjiang qui abrite une forte communauté musulmane ouïghoure. En effet, Pékin craint une prolifération des réseaux djihadistes qui pourraient déstabiliser cette province. L'objectif de la Chine est la stabilité de ses frontières, de sorte que l'Afghanistan ne devienne un refuge pour les « terroristes ouïghours ». Même si la Chine ne reconnaît pas officiellement le régime en question, le ministre chinois des Affaires étrangères de l'époque, Wang Yi, reconnaît néanmoins que les talibans sont « une force politique et militaire cruciale en Afghanistan ». Cela explique les enjeux sécuritaires aux frontières puisque les talibans ont historiquement d'importants liens avec le Mouvement islamiste du Turkestan oriental (Xinjiang).

Historiquement, la République populaire de Chine entretient des relations diplomatiques avec l'Afghanistan depuis 1955, une relation pérenne qui montre qu'elle est loin d'être absente du théâtre afghan. Force est de constater que la période post-11 septembre a marqué un tournant dans les relations sino-afghanes dans la mesure où la Chine amorce une réelle politique d'engagement pragmatique à destination des nouvelles autorités afghanes. Même si les Occidentaux occupaient le devant de la scène en Afghanistan, l'audience acquise par la Chine dans ce pays depuis 2001 n'est pas négligeable. Cette tendance s'est amplifiée et a gagné en visibilité les années suivantes. Mis au ban de la communauté internationale par les Occidentaux depuis 2021, les talibans ont saisi l'occasion d'échanger avec un partenaire stratégique qui compte sur la scène internationale.

Aussi la donne a-t-elle changé par rapport à la période post-2001. D'une part, le retrait des Américains d'Afghanistan a mis mal à l'aise la Chine dans la mesure où la présence étasunienne garantissait une certaine stabilité dans le pays et préservait ses enjeux sécuritaires. En effet, depuis le retour des talibans au pouvoir, la Chine craint que se forme un axe terroriste entre l'Afghanistan et le Pakistan, ce qui compromettrait le corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), l'un des projets avant-gardistes des « Nouvelles Routes de la Soie », dans lequel Pékin a investi plus de 50 milliards de dollars. Ce corridor relie la ville de Kashgar dans le Xinjiang en Chine au port de Gwadar, situé au Sud-Ouest du Pakistan, dont l'intérêt est géostratégique car il permet d'assurer un contrôle sur les routes de l'énergie autour du détroit d'Ormuz. Chemin faisant, c'est autant la sécurité d'opération en Afghanistan qui compte que celle avec le Pakistan et autres pays voisins. Le gouvernement taliban représente ainsi un outil de déstabilisation vis-à-vis du Pakistan que la Chine souhaite endiguer coûte que coûte. D'autre part, Pékin a su

habilement saisir les opportunités successives dans le but de concrétiser ses relations diplomatiques avec l'Afghanistan des talibans. Ainsi, l'opportunité la plus notable est l'exacerbation de la guerre commerciale sino-américaine. D'une certaine façon, en agissant de la sorte, les Américains ont poussé l'Afghanistan « dans les bras » des Chinois, ce qui avantage largement les relations bilatérales entre les deux pays. Le désengagement étasunien en Afghanistan, et a fortiori au Moyen-Orient, laisse à la Chine le loisir de se construire une place conséquente, notamment en adoptant une politique pro-musulmane à l'international, paradoxalement aux antipodes de sa politique nationale. Les différents accords commerciaux et énergétiques, ou encore la position pro-palestinienne dans le conflit au Proche-Orient, sont des exemples éloquents.

Par extension, afin de solidifier sa relation avec le gouvernement taliban, Pékin a récemment offert une aide humanitaire à l'Afghanistan suite au séisme qui a eu lieu le 7 octobre dernier. L'engagement de la Chine est sans appel, comme en témoigne cet extrait de la conférence de presse du 9 octobre 2023 tenue par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Mao Ning : « En tant que voisin proche et ami sincère de l'Afghanistan, la Chine compatit profondément au peuple afghan qui souffre de la catastrophe. Nous avons exprimé notre sympathie à différents niveaux et offert notre aide au pays par le biais de multiples canaux. La Société de la Croix-Rouge de Chine a décidé de fournir une aide humanitaire d'urgence en espèces au Croissant-Rouge afghan. Nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour assister l'Afghanistan en fonction de ses besoins et aider le peuple afghan à surmonter les difficultés ».

Au niveau régional, l'Afghanistan, loin d'être isolé, est intégré à différentes institutions multilatérales notamment l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) depuis 2012 en tant qu'État observateur, lui permettant de participer à des discussions sur des questions économiques, mais également de sécurité avec les autres pays membres, dont la Chine. Le pays fait également partie de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), une organisation regroupant les pays à majorité musulmane, visant à promouvoir la solidarité entre les nations islamiques en protégeant les droits et les intérêts du monde islamique. Enfin, le pays est membre à part entière de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC) depuis 2007 pour favoriser la coopération économique et régionale.

Sur le plan commercial, les relations sino-afghanes progressent depuis la chute de Kaboul. Les échanges commerciaux augmentent entre les deux pays grâce à l'accord douanier conclu entre les deux pays en août 2014 et renouvelé en décembre 2022¹. Les envois afghans vers la Chine, qui se concentrent principalement sur les fruits frais et secs, la laine et les minéraux, ont augmenté de 56,4 % entre décembre 2021 et 2022. Ce soutien de Pékin à l'économie afghane souligne la politique pro-musulmane chinoise susmentionnée en réponse aux sanctions occidentales mais ne présume pas d'un réel renforcement des relations commerciales entre les deux pays. En effet, l'Afghanistan est un partenaire commercial de seconde zone vu de Pékin. Le marché intérieur est trop faible et les envois chinois de matériel électrique et de produits à base de caoutchouc vers le pays restent anecdotiques.

Néanmoins, la Chine est l'un des principaux investisseurs dans le pays. Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'administration talibane, les flux d'IDE chinois ont atteint 2 milliards de dollars depuis l'effondrement de l'ancien régime afghan. La Chine manifeste un intérêt pour les ressources naturelles en Afghanistan.

¹ Bien que aucun accord de libre-échange n'ait encore été signé entre les deux pays, en août 2014, un partenariat avait été conclu, accordant un taux de droits de douane de 0 % aux exportations de certains produits afghans vers la Chine. La Chine a renouvelé cet engagement en décembre 2022, et actuellement, 98 % des produits en provenance d'Afghanistan bénéficient de lignes tarifaires nulles.

Gochin, une entreprise chinoise, souhaiterait investir plus de 10 milliards de dollars dans l'exploitation de gisements de lithium en Afghanistan. L'entreprise propose également de réhabiliter les infrastructures du col de Salang (au nord de Kaboul) et de creuser un tunnel dans un délai de 7 mois pour faciliter le transport du lithium. De plus, Gochin propose de construire un barrage hydroélectrique à proximité du gisement et de goudronner des réseaux routiers dans la région du Laghman. Ces investissements, bien que conséquents, demeurent toutefois anecdotiques par rapport à l'ampleur des gisements de ce minerai en Afghanistan, dont la valeur est estimée à plus de 1000 milliards de dollars.

Le lithium n'est pas le seul minerai qui intéresse Pékin, et le sous-sol afghan serait riche en ressources telles que l'or, l'uranium, la bauxite, le charbon, le minerai de fer, les terres rares, le chrome, le plomb et le zinc. *De facto* d'autres projets sont en cours, notamment pour une mine de cuivre et un champ pétrolifère². Toutefois l'instabilité sécuritaire au sein du pays, le manque d'infrastructures ainsi que l'absence de données quant à l'étendue des ressources présentes en Afghanistan restent des facteurs de risques pour Pékin qui se concentre sur ses autres partenaires stratégiques dans la région notamment la Russie pour le gaz.

La collaboration commerciale Sino-afghane s'inscrit également dans une perspective de connectivité régionale en lien direct avec la Belt and Road Initiative. Lors du 5ème dialogue des ministres des Affaires étrangères Chine-Afghanistan-Pakistan, tenu à Islamabad le 6 mai 2023, les ministres respectifs des Affaires étrangères de Pékin et Islamabad ont réaffirmé leur engagement à poursuivre la coopération régionale en intégrant l'Afghanistan au China-Pakistan Economic Corridor (CPEC). Cette extension pourrait se traduire par la construction du chemin de fer transafghan nord-sud, reliant Peshawar au Pakistan, la capitale afghane ainsi que la ville de Mazar-i-Sharif, à la frontière avec l'Ouzbékistan. L'axe est-ouest est également important pour Pékin. Une volonté qui se concrétise par le développement d'une nouvelle voie de transport en Asie centrale. Lancé en 2014, le "Corridor Ferroviaire des Cinq États", est un projet de liaison ferroviaire de plus de 2 100 kilomètres qui traversera l'Iran, l'Afghanistan³, le Tadjikistan, le Kirghizistan et la Chine. Cette liaison offrirait à la Chine un accès aux ports de Mahshahr, Chabahar et Bandar Abbas en Iran, établissant ainsi une liaison directe avec le golfe Persique et le golfe d'Oman. Bien que les avancées du projet demeurent limitées, une première étape importante a été franchie avec le passage du premier convoi de marchandises sur la voie ferrée Khaf-Herat le 9 mai 2023. Cette ligne de chemin de fer s'étend actuellement sur 225 kilomètres à travers les steppes de l'Iran et de l'Afghanistan. Des négociations sont également en cours pour rouvrir les routes commerciales historiques de la Route de la soie, en particulier le corridor de Wakhan, une bande de terre au sud du Tadjikistan reliant l'Afghanistan à la région du Xinjiang en Chine.

Même si la Chine est quelque peu réticente vis-à-vis de la moralité islamique, tant que cette relation bilatérale reste identique à l'ancien gouvernement, la Chine continuera à mener ce partenariat. En cas de stabilisation de la situation sécuritaire, la position géographique de l'Afghanistan ouvrira d'importantes opportunités de transit pour les marchandises chinoises ou en direction du marché chinois vers ou depuis l'Iran, le golfe Persique ou encore l'Océan Indien. Ainsi, la Chine souhaite-t-elle préserver ses intérêts dans la région tout en protégeant sa frontière avec l'Afghanistan.

² En janvier 2023, l'entreprise Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Co (CAPEIC) a signé un contrat pour l'exploitation du champ pétrolifère d'Amu Darya, au nord du pays, d'une superficie de 4,5 km². Cet accord prévoit également des investissements de 150 millions de dollars la première année et de 540 millions de dollars les trois années suivantes. Parallèlement, l'entreprise chinoise Metallurgical Group Corp (MCC) souhaite reprendre l'exploitation de la mine d'Aynak. En 2008, MCC avait signé un contrat d'exploitation d'une durée de 30 ans pour l'exploitation de ce gisement de cuivre estimé à plus de 5,5 millions de tonnes. Cependant, les opérations ont connu de nombreux contretemps, et l'exploitation est actuellement à l'arrêt.

³ Environ 50 % de l'ensemble de la ligne de chemin de fer, soit environ 1 148 kilomètres, traversera l'Afghanistan en passant par les provinces de Kunduz, Balkh, Jawozjan, Faryab, Badghis et Herat.